EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 20 juin 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 30 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Roland GIBERTI représenté par Roland MOUREN.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

DEVT 007-6153/19/BM

■ Approbation de la convention Etat-Métropole relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social

MET 19/11045/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat – logement, la Métropole doit, en plus de définir son Programme Local de l'Habitat (PLH), mettre en œuvre la réforme de la gestion de la demande de logement social imposée par la loi ALUR.

Pour ce faire, elle co-préside, avec l'Etat, la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et élabore un Plan Partenarial de Gestion et d'Information et des Demandeurs de logement social (PPGDID) et une Convention Intercommunale d'Attributions (CIA). La CIL s'est déjà réunie à 3 reprises et la démarche d'élaboration de ces deux documents est également engagée.

De plus, certains conseils de territoires, dans le prolongement des actions menées par les anciens EPCI, sont un service enregistreur au sens du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH). Ces services sont basés dans des lieux bien définis, accueillant et accompagnant les demandeurs de logement locatif social dans leur recherche.

Aussi, pour élaborer le PPGDID et la CIA et afin de pouvoir poursuivre et mener les missions de service enregistreur, la Métropole doit avoir accès au système national d'enregistrement des demandes de logement locatif social pour accéder aux données liées aux demandes et attributions de logements locatifs sociaux.

Signé le 20 Juin 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019

La Métropole s'engage à respecter les procédures liées à la saisie et l'enregistrement des informations, ce qui facilitera le partage de la connaissance de la demande et des attributions sur le territoire.

Pour ce faire, une convention doit être conclue entre l'Etat et la Métropole, en vertu de l'article R.441-2-5 du CCH, afin de fixer les conditions et les modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement des demandes de logement locatif social dans le département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'habitat – Logement ;
- Que dans le cadre de l'exercice de ses compétences, la Métropole doit élaborer du Plan Partenarial de Gestion et d'Information et des Demandeurs de logement social (PPGDID) et une Convention Intercommunale d'Attributions (CIA)
- Que par ailleurs, la Métropole, dans le prolongement des actions menées par les anciens EPCI, est un service enregistreur au sens du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Que pour poursuivre les missions d'accueil et d'accompagnement des demandeurs de logement locatif social exercées sur certains sites particuliers et pour élaborer les documents réglementaires, l'accès au système national d'enregistrement est indispensable ;
- Que pour accéder au système national d'enregistrement, il convient de conclure une convention avec l'Etat conformément au Code de la Construction et de l'Habitation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'Etat et la Métropole relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social.

Article 2 :

La convention est conclue pour une durée d'un an, tacitement renouvelable, sans toutefois pouvoir excéder une durée maximale de six ans.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Vice-Présidente Déléguée
Habitat, Logement et Politique de la Ville

Arlette FRUCTUS